



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance des équipements techniques et
entretien des toitures végétalisées des bâtiments
départementaux et des bâtiments des membres du
groupement de commandes**












Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 07 février 2025 à 12:00

Département de Loire-Atlantique

3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES
Tél : 02 40 99 10 00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Maintenance des équipements techniques et entretien des toitures végétalisées des bâtiments départementaux et des bâtiments des membres du groupement de commandes
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	14
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	6
1.6 - Renouvellement	7
2 - Politique d'achat du Département	7
3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits	8
4 - Conditions de la consultation	8
4.1 - Délai de validité des offres	8
4.2 - Forme juridique du groupement	8
4.3 - Variantes	8
4.4 - Développement durable	8
5 - Conditions relatives au contrat	9
5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	9
5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	9
5.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
6 - Contenu du dossier de consultation	10
7 - Présentation des candidatures et des offres	10
7.1 - Documents à produire.....	11
8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	14
8.1 - Transmission électronique	14
8.2 - Transmission sous support papier.....	15
9 - Examen des candidatures et des offres	15
9.1 - Sélection des candidatures.....	15
9.2 - Attribution des accords-cadres	15
9.3 - Suite à donner à la consultation	17
10 - Renseignements complémentaires.....	17
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	17
10.2 - Procédures de recours	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne des prestations de maintenance des équipements techniques et entretien des toitures végétalisées des bâtiments départementaux et des bâtiments des membres du groupement de commandes.

Dans le cadre de la gestion de son patrimoine immobilier, le Département de Loire-Atlantique et les membres du groupement de commandes sont attachés au bon fonctionnement des équipements techniques de ses nombreux bâtiments. Cela nécessite notamment :

- Une maintenance préventive des équipements techniques et toitures végétalisées de bâtiments composant le patrimoine départemental afin de s'assurer et de prolonger leur état de fonctionnement.
- Une maintenance corrective des équipements en cas de pannes ou de défaillances techniques.
- Un pilotage et une surveillance des installations.

Le patrimoine immobilier, sur lesquels les titulaires auront à intervenir pour la maintenance préventive, est précisé dans chaque décomposition du prix global et forfaitaire et dans l'annexe technique 1 du lot concerné. Par ailleurs, la maintenance corrective pourra porter sur l'ensemble du patrimoine immobilier des membres du groupement de commandes.

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- Département de Loire-Atlantique.
- Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique.
- ENVOL Loire-Atlantique.
- La Maison des Sports de Loire-Atlantique Alice Milliat.

Le coordonnateur du groupement de commandes est le Département de Loire-Atlantique. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents. Pour le Département de Loire-Atlantique, il existe une partie forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive. Il est précisé que la passation de marchés subséquents ne concerne que le SDI44 et le lot 07 « Ascenseurs ».

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 14 lots :

N°	Désignation	Membre(s) du groupement concerné(s)
01	Chauffage Ventilation Climatisation Eau Froide Eau Chaude Sanitaire (CVCE) – Sites nantais	Département 44 / Envol 44 / Maison des Sports Alice Milliat
02	Chauffage Ventilation Climatisation Eau Froide Eau Chaude Sanitaire (CVCE) – Sites hors Nantes	Département 44 / Envol 44

03	Détection Protection Incendie – Sites nantais	Département 44 / Envol 44 / Maison des Sports Alice Milliat
04	Détection Protection Incendie – Sites hors Nantes	Département 44 / Envol 44
05	Électricité – Sites nantais	Département 44 / Envol 44 / Maison des Sports Alice Milliat
06	Électricité – Sites hors Nantes	Département 44 / Envol 44
07	Ascenseurs	Département 44 / SDIS 44 / Envol 44 / Maison des Sports Alice Milliat
08	Portes motorisées	Département 44 / Envol 44 / Maison des Sports Alice Milliat
09	Moyens de secours et Plans d'incendie	Département 44 / Envol 44 / Maison des Sports Alice Milliat
10	Équipements de cuisine	Département 44 / Envol 44
11	Toitures terrasses végétalisées	Département 44
12	Panneaux photovoltaïques	Département 44
13	Menuiseries sur façade	Département 44
14	Les ouvrants du bâtiment Germaine Tillion	Département 44

À titre indicatif, les montants estimés des dépenses annuelles par lot sont les suivants :

N°	Désignation	Estimation annuelle en €HT (*)
01	Chauffage Ventilation Climatisation Eau Froide Eau Chaude Sanitaire (CVCE) – Sites nantais	225 000 €
02	Chauffage Ventilation Climatisation Eau Froide Eau Chaude Sanitaire (CVCE) – Sites hors Nantes	205 000 €
03	Détection Protection Incendie – Sites nantais	275 000 €
04	Détection Protection Incendie – Sites hors Nantes	145 000 €
05	Électricité – Sites nantais	425 000 €
06	Électricité – Sites hors Nantes	455 000 €
07	Ascenseurs	260 000 €
08	Portes motorisées	110 000 €

09	Moyens de secours et Plans d'incendie	80 000 €
10	Équipements de cuisine	20 000 €
11	Toitures terrasses végétalisées	40 000 €
12	Panneaux photovoltaïques	85 000 €
13	Menuiseries sur façade	150 000 €
14	Les ouvrants du bâtiment Germaine Tillion	150 000 €

(*) Ces informations sont fournies à titre purement indicatif et sont sans aucun engagement contractuel de la part du pouvoir adjudicateur.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, un même prestataire ne pourra se voir attribuer les paires des lots suivants :

Lot(s)	Désignations des paires
01 / 02	Lot 1 - CVCE - Site nantais Lot 2 - CVCE - Sites hors Nantes
03 / 04	Lot 3 - Détection Protection Incendie - sites nantais Lot 4 - Détection Protection Incendie - sites hors Nantes
05 / 06	Lot 5 - Électricité - sites nantais Lot 6 - Électricité - sites hors Nantes

Si, suite à l'analyse des offres, un candidat présente l'offre économiquement la plus avantageuse sur les deux lots des paires précitées (classé 1er), il se verra attribuer le lot économiquement le plus intéressant au vu des estimations faites ci-dessus. L'autre lot sera alors attribué au candidat classé deuxième.

Cette règle s'applique uniquement s'il y a minimum 2 offres.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Nomenclature commune à l'ensemble des lots :

Code principal	Description
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Nomenclature propre à chaque lot :

Lot	Code principal	Description
01/02	50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage
	09321000-5	Eau chaude
03/04	50413200-5	Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie
	31625100-4	Systèmes de détection d'incendie
05/06	65320000-2	Exploitation d'installations électriques
	50711000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment
07	50750000-7	Services d'entretien d'ascenseurs
08	44221300-8	Portails
09	35111300-8	Appareils extincteurs
10	50730000-1	Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération
	50880000-7	Services de réparation et d'entretien de matériel d'hôtellerie et de restauration
11	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
12	09331200-0	Modules solaires photovoltaïques
13/14	50712000-9	Services de réparation et d'entretien d'installations mécaniques de bâtiment

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Politique d'achat du Département

Avec un volume d'achat de plus de 180 millions d'euros par an, le Département de Loire-Atlantique est un acteur majeur du territoire. La stratégie d'achat du Département se base sur 3 piliers : le développement d'un achat socialement et écologiquement responsable, la promotion d'un achat facile d'accès pour les entreprises et économiquement performant, la garantie d'un achat juridiquement sécurisé. Vous trouverez les principaux engagements du Département sur [cette page](#).

3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits

Par son projet stratégique 2022-2028, le Département a réaffirmé avec force sa volonté de lutter contre toutes les discriminations et de développer l'égalité entre les femmes et les hommes. Le plan d'action « Égalité-Diversité : un Département engagé » traduit cette ambition dans l'ensemble de ses compétences.

Détenteur des labels AFNOR « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité », le Département vise à l'exemplarité dans l'ensemble de son fonctionnement interne et notamment au travers de sa commande publique. À ce titre, il partage ces engagements avec l'ensemble de ses fournisseur-euses et veille à la cohérence de leur intervention avec les principes d'égalité et de non-discrimination. »

4 - Conditions de la consultation

4.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Si le candidat choisit de se présenter en groupement conjoint, celui-ci devra préciser la répartition des dépenses entre les différents membres du groupement.

4.3 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

4.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP.

Le Département de Loire-Atlantique s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes en difficulté par le travail. C'est pourquoi, le CCAP/CCP du présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'insertion professionnelle des personnes rencontrant des difficultés particulières au regard de l'emploi.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement emporte adhésion du titulaire à la clause d'insertion selon les conditions prévues à l'acte d'engagement et au CCAP/CCP ainsi que dans l'offre du titulaire.

Les candidats restent soumis aux dispositions du Code du Travail (article L1224-1 et suivants notamment) et, le cas échéant, à la convention collective applicable à leur branche professionnelle et relative à l'emploi des personnes actuellement affectées sur le(s) site(s) couvert(s) par le présent marché.

- Public concerné par l'opération d'insertion : cf. CCAP

- Modalités de mise en œuvre :

Les entreprises auront l'obligation de consacrer à l'action d'insertion le nombre d'heures travaillées réservées au public prioritaire inscrit à l'acte d'engagement. L'entreprise peut en sus proposer un nombre d'heure plus élevé. Dans le cas d'un non-respect du nombre d'heure total proposé, le titulaire encourt les pénalités définies au CCAP.

Pour les recrutements directs ou pour toute information, le Département de Loire-Atlantique propose aux entreprises une offre de services destinés aux employeurs et qui est présentée dans le document joint au présent dossier, intitulé " Offre de services des unités emploi du Département de Loire-Atlantique aux employeurs " (confère annexe RC intitulée "Unités emploi du Département de Loire-Atlantique")

Objectifs de l'action d'insertion et impact sur la qualité de cette action

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le Département souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ceci constitue une prestation accessoire à l'objet principal du marché.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi une évaluation régulière sera réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Assistance technique du Maître d'Ouvrage (ou Personne Publique)

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le Département de Loire Atlantique met à la disposition des entreprises une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'assister les entreprises soumissionnaires pendant les préparations de leur offre pour les renseigner sur les différents dispositifs d'insertion existants,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier (ou des prestations) et en relation avec le chargé de mission insertion dans les marchés publics,
- de proposer des publics prioritaires.

Le candidat est informé qu'il peut joindre aux coordonnées suivantes le chargé de mission insertion dans les marchés publics :

Service Insertion et Emploi - DG Solidarité
Hôtel du Département - 3, quai Ceineray CS 94 109
44041 NANTES CEDEX 1
Téléphone : 02.51.17.21.14

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées ainsi que de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

5 - Conditions relatives au contrat

5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

6 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC).
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) spécifique à chaque lot et ses annexes.
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF). Il est précisé que la DPGF contient plusieurs onglets pour les lots concernés par plusieurs membres du groupement de commandes. Le nombre d'heure est donné à titre indicatif et n'est pas contractuel.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le guide de la commande publique solidaire.
- La plaquette unités emploi.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

7.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Lots	Libellés	Signature
01/02	QUALIBAT 5142 - Maintenance sanitaire des dispositifs de protection de l'eau QUALIBAT 5143 - Maintenance d'installations solaires thermiques QUALIBAT 5511 - Maintenance d'installations thermiques (technicité courante) QUALIBAT 5261 - Entretien et maintenance d'installation de chauffage QUALIBAT 5262 - maintenance d'installation de chauffage avec chaudière QUALIBAT 5263 - Maintenance d'installation de pompe à chaleur et groupe QUALIBAT 5264 - Maintenance d'installation de pompe à chaleur et groupe froid dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m ² QUALIBAT 5271 - Exploitation d'installation de chauffage et de rafraîchissement avec obligation de résultat en habitat individuel, collectif	Non

	<p>QUALIBAT 5272 - Exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec obligation de résultat dans tout type de bâtiment ou industrie supérieur à 1000 m²</p> <p>QUALIBAT 5273 - Exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec garantie totale en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1 000 m²</p> <p>QUALIBAT 5274 - Exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m²</p> <p>QUALIBAT 5281 - Exploitation de réseaux de chaleur et de froid urbain -puissance inférieure à 6MW</p> <p>QUALIBAT 5282 - Exploitation de réseaux de chaleur et de froid urbain - puissance >. 6MW ou avec D.S.P. (délégation de service public)</p> <p>QUALIBAT 5333 - Maintenance des réseaux aérauliques</p> <p>QUALIBAT 5522 - maintenance d'installations de climatisation autonome (technicité confirmée)</p> <p>QUALIBAT 8411 - installations thermiques bois énergie</p> <p>QUALIFELEC</p>	
03-04	<p>CERTIFICATION APSAD R7 Détection automatique d'incendie</p> <p>AUTORISATION ASN N° F410004 pou reprise, démantèlement, transport et manipulation de détecteurs ioniques</p> <p>CERTIFICATION APSAD I7/F7 Installation et maintenance systèmes de détection incendie et centralisateurs de mise en sécurité incendie</p> <p>QUALIBAT 5311 - Installations thermiques (technicité courante)</p>	Non
05-06	<p>QUALIFOUDRE</p> <p>QUALIBAT 5822 – PARATONERRES</p> <p>QUALIFELEC</p> <p>QUALIFICATION IRVE Installation et maintenance IRVE</p>	Non
07	<p>ATTESTATION FEDERATION DES ASCENSORISTES</p> <p>ISO 9002</p> <p>QUALIFELEC</p>	Non
8	<p>CERTIFICAT ADHERENT A UN SYNDICAT PROFESSIONNEL DE L'ENTRETIEN DES PORTES AUTOMATIQUES</p> <p>QUALIFELEC</p>	Non
9	<p>CERTIFICAT APSAD R1 Extinction automatique à eau de type Sprinkler</p> <p>CERTIFICAT APSAD R4 Extincteurs portatifs et mobiles</p> <p>CERTIFICAT APSAD R17 Désenfumage naturel</p> <p>CERTIFICAT APSAD R5 Robinets d'incendie armés et postes d'incendie additivés</p> <p>CERTIFICAT APSAD R6 Maîtrise du risque incendie et du risque industriel</p>	Non
10	QUALICUISINES	Non
11	QUALIBAT 3292 - Toitures terrasses spécialisées végétalisées. (Technicité confirmée)	Non
12	<p>QUALIFELEC</p> <p>QUALIBAT 5911 - Installations photovoltaïques de puissance inférieure ou égale à 36KVA</p> <p>QUALIBAT 5912 - Installations photovoltaïques de puissance inférieure ou égale à 250 KVA</p> <p>QUALIBAT 5913 - Installations photovoltaïques de puissance inférieure ou égale à 500KVA</p> <p>QUALIBAT 5914 - Installations photovoltaïques de puissance supérieure à 500KVA</p>	Non

13	QUALIBAT 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tous types de bâtiments. Mention "RGE" possible	Non
14	QUALIBAT 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tous types de bâtiments. Mention "RGE" possible QUALIBAT 3522 - Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (Technicité confirmée)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

NB : Le coffre-fort électronique permet de stocker sur la plateforme les documents qui sont normalement demandés au candidat attributaire du marché. Il permet aussi de déposer tous les documents que le candidat juge utile de mettre à la disposition de l'administration dans le cadre des marchés publics.

Les documents stockés et disponibles sur la plateforme seront directement récupérés par les services du département et ne seront pas demandés

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) sous format PDF et Excel. Il est précisé que la DPGF contient plusieurs onglets pour les lots concernés par plusieurs membres du groupement de commandes. Il est demandé aux candidats de renseigner les cases de la DPGF avec des nombres avec deux décimales maximums après la virgule et sans formule mathématique.	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) sous format PDF et Excel	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

8.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Si vous êtes confronté à une difficulté au moment répondre de façon dématérialisée vous pouvez contacter le service commande publique du département en utilisant l'adresse mail suivante : contactmarchespublics@loire-atlantique.fr

La capacité du service à vous apporter une réponse le plus rapidement possible est aussi dépendante du délai restant avant l'échéance de remise des offres. Aussi veillez autant que faire se peut à ne pas déposer votre offre au dernier moment et à tester votre poste avant de répondre afin de pouvoir apporter les correctifs nécessaires en amont.

Les questions relatives au dossier de consultation ou à la prestation elle-même doivent être posées via la messagerie sécurisée de la plateforme et seront traitées par les services du département.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Conseil Départemental de Loire-Atlantique
Direction patrimoine immobilier - Service gestion du patrimoine bâti
3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. **L'attributaire devra signer le marché au format PADES** (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

8.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

9 - Examen des candidatures et des offres

9.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

9.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Prix des prestations	40.0 %
2 - Valeur technique	60.0 %
2.1 - Organisation de la maintenance	25.0 %
2.2 - Équipes et management proposé	20.0 %
2.3 - Management du marché	15.0 %

1 - L'analyse du critère « *prix des prestations* », pondéré à 40%, est jugée sur une simulation établit sur la base d'un détail estimatif témoin, connu seulement du maître d'ouvrage, dans lequel seront indiqués des éléments de la maintenance préventive et des éléments de la maintenance corrective. Conformément à l'article L3 du code de la commande publique, les quantitatifs fictifs utilisés seront identiques pour chaque candidat. L'offre jugée la meilleure obtient une note maximale de 40 pour tous les lots. Les offres suivantes obtiennent une note se conformant à une règle de 3, tenant compte du rapport entre l'offre la meilleure et l'offre analysée, sans que cette note puisse être inférieure à 0.

2 – L'analyse du critère « *valeur technique* », pondéré à 60 %, est jugé au vu de la pertinence du mémoire justificatif du candidat, qui devra être renseigné expressément sur tous les sous-critères suivants :

Pour les lots 01 / 02 / 03 / 04 / 05 / 06 / 07 / 08 / 10

2.1 - Organisation de la maintenance : 25%

- Présentation et pertinence du PAQ : 6%
- Plan de maintenance et gammes proposés : 6%
- Modalités de gestion de l'astreinte et méthodologie de gestion des urgences : 5%
- Modèle d'inventaire des équipements : 2%
- Modèle de rapports d'intervention en maintenance préventive/entretien : 2%
- Modèle de rapports d'intervention en maintenance corrective : 2%
- Modèle de rapport annuel d'activité : 2%

2.2 - Équipes et management proposé : 20%

- Équipes mises en place : 6%
- Qualifications des intervenants : 6%
- Planning des équipes, temps de présence, gestion des absences, service minimum plan de continuité : 5%
- Organigramme de fonctionnement : maintenance préventive/corrective : 3%

2.3 – Management du marché : 15%

- Analyse de risque, notice concernant les mesures d'hygiène et de sécurité lors des interventions : 6%
- Outil informatique proposé pour le suivi des interventions : 6%
- Mission de conseil et d'accompagnement proposé au titre du contrat : 3%

Pour les lots 09 / 11 / 13 / 14

2.1 - Organisation de la maintenance : 25%

- Présentation et pertinence du PAQ : 6%
- Plan de maintenance et gammes proposés : 6%
- Modalités de gestion des urgences : 2%
- Modèle d'inventaire des équipements : 3%
- Modèle de rapports d'intervention en maintenance préventive/entretien : 2%
- Modèle de rapports d'intervention en maintenance corrective : 3%
- Modèle de rapport annuel d'activité : 3%

2.2 - Équipes et management proposé : 20%

- Équipes mises en place : 6%
- Qualifications des intervenants : 6%
- Planning des équipes, temps de présence, gestion des absences, service minimum plan de continuité : 5%
- Organigramme de fonctionnement : maintenance préventive/corrective : 3%

2.3 – Management du marché : 15%

- Analyse de risque, notice concernant les mesures d'hygiène et de sécurité lors des interventions : 6%
- Outil informatique proposé pour le suivi des interventions : 6%
- Mission de conseil et d'accompagnement proposé au titre du contrat : 3%

Pour le lot 12 :

2.1 - Organisation de la maintenance : 25%

- Plan de maintenance préventive et gammes proposés : 6%
- Méthodologie pour répondre aux attentes liées à la télésurveillance, équipements et outils proposés (Art 4.2 et 4.5.3 du CCTP spécifique) : 4%
- Présentation du process de nettoyage (Art 4.5.4 CCTP spécifique) : 2%
- Modalités de gestion des urgences : 3%
- Modèle d'inventaire des équipements : 3%
- Modèle de rapports d'intervention en maintenance préventive/entretien : 2%
- Modèle de rapports d'intervention en maintenance corrective : 2%
- Modèle de rapport annuel d'activité : 3%

2.2 - Équipes et management proposé : 20%

- Équipes mises en place : 6%
- Qualifications des intervenants : 6%
- Planning des équipes, temps de présence, gestion des absences, service minimum plan de continuité : 5%
- Organigramme de fonctionnement : maintenance préventive/corrective : 3%

2.3 – Management du marché : 15%

- Analyse de risque, notice concernant les mesures d'hygiène et de sécurité lors des interventions : 6%
- Outil informatique proposé pour le suivi des interventions : 6%
- Mission de conseil et d'accompagnement proposé au titre du contrat : 3%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02
Télécopie : 02 55 10 10 03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02
Télécopie : 02 55 10 10 03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité de règlement amiable
22 Mail Pablo Picasso
44042 Nantes CEDEX 01

Tél : 02 53 46 79 83
Télécopie : 02 53 46 79 79
Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr